

L'Union Européenne : une coalition entre États, pas une force unifiée

Fabien Tarrit

REGARDS (EA 6292)

Université de Reims Champagne-Ardenne

Résumé

L'objectif de cette contribution est de présenter l'Union européenne comme une coalition entre plusieurs États concurrents plutôt que comme une force unifiée. L'UE est la structure sur le fondement de laquelle plusieurs États européens défendent leurs positions dans l'économie mondiale et cherchent à conquérir de nouvelles positions à la fois dans les pays semi-coloniaux traditionnels et dans les pays dominants eux-mêmes.

La contribution, s'appuyant sur une lecture marxiste de la construction européenne, défend l'affirmation que le développement des forces productives est entravé par le capitalisme, et que le capitalisme déclinant est incapable de dépasser les frontières nationales. L'UE est apparue bien trop tard, alors que le capitalisme était déjà parvenu à sa période vieillissante et de déclin. La concentration du capital, qui s'est poursuivie à l'échelle mondiale, prend la forme de grandes firmes multinationales capitalistes. Elle conduit à l'accroissement de la concurrence entre les entreprises et entre les États dans lesquels elles sont situées et desquelles elles dépendent. Cette contribution affirme que l'alliance, que l'on peut qualifier d'impérialiste, entre la France et l'Allemagne, est profondément instable. Ces deux États ont contrôlé toutes les étapes de l'évolution de l'UE, et aucune décision significative n'a été prise dans l'UE sans leur accord. Nous nous attacherons à illustrer notre propos avec notamment deux épisodes, le traité constitutionnel et la sortie du Royaume-Uni.

Nous concluons que l'UE est antagonique avec les États-Unis socialistes d'Europe et ne peut pas être utilisée comme un instrument contre le capitalisme.

L'Union européenne résulte d'un compromis entre un certain nombre de États d'Europe de l'Ouest conscients de l'étroitesse de leurs frontières. Après la deuxième guerre mondiale, ces gouvernements étaient traumatisés par la catastrophe à laquelle avaient conduit les tentatives de surmonter leurs frontières par la violence. En effet, au cours de deux conflits mondiaux qui se sont déroulés surtout sur le sol de l'Europe, le vainqueur réel fut les États-Unis d'Amérique qui disposaient d'un marché national de taille continentale. L'État allemand, après l'échec du 3^e Reich, ne pouvait que chercher à se regrouper ; l'État français, avec la perte de son empire colonial, avait perdu une influence significative dans les relations internationales. L'Union européenne s'est présentée comme une tentative d'empêcher le déclin du capitalisme européen. Pour réussir pleinement, il lui aurait fallu unifier pacifiquement l'Europe. La nécessité impérieuse des échanges de marchandises, de capitaux et de main-d'œuvre entre les économies a poussé 22 États à rejoindre les 6 fondateurs de 1958 et 18 d'entre eux ont même réussi, pour faciliter ces échanges économiques et peser davantage dans le monde, à unifier la monnaie en 1999-2001. Reste que l'Union européenne est apparue trop tard, à l'époque du déclin historique du capitalisme. Les classes capitalistes européennes sont incapables d'empêcher les guerres (I). Elles sont tiraillées entre les classes capitalistes plus puissantes, divisées et impuissantes face à la guerre économique déclenchée par les États-Unis, face aux manœuvres de la Chine (II) Elles ne parviennent pas à fusionner entre elles et de supprimer les frontières car chacune d'entre elles est inséparable de son État national. Le Brexit en est une illustration (III). Le renforcement de l'UE semble être une illusion (IV), tant les États sont indispensables pour garantir les rapports de domination et d'exploitation du travail et les frontières se multiplient dans un continent déjà émiétté, contre l'illusion d'une Commission européenne au-dessus des États (V). L'épisode de la répression faite aux migrants (VI) et la montée du racisme sont des épisodes de ces difficultés (VII).

I. Un échec dans le maintien de la paix

Quand pouvoir d'État tchécoslovaque a décidé de restaurer le capitalisme en 1991, le pays a éclaté dès 1992 en deux États, intégrés à l'Union européenne (en pratique, sous influence allemande) et à l'OTAN (dirigée, de fait, par les États-Unis).

Quand la bureaucratie yougoslave a décidé de restaurer le capitalisme, les rivalités entre l'Allemagne et la France (ou plus précisément entre leurs classes dominantes respectives) ont nourri la guerre civile de 1991 à 1999 et abouti à l'éclatement en 6 États. L'OTAN, par décision américaine et avec la participation de l'armée belge et de l'armée française, a bombardé la Serbie pour mettre fin conflit. Les rêves nationalistes ont abouti à la soumission de ces confettis soit à la Russie, soit à l'Union européenne, au prix de la destruction des infrastructures, d'un million de déplacés et de 300 000 morts.

Quand la bureaucratie russe a décidé de restaurer le capitalisme en 1991, l'URSS a éclaté. Depuis, la Russie dispute aux États américains, français et allemands les nouveaux États capitalistes formellement indépendants mais qui sont aux mains d'oligarques incapables de développer le pays et donc d'assurer son autonomie. C'est le cas en Ukraine où les exigences de l'Union européenne signifiaient l'aggravation du sort des travailleurs, tandis que le puissant voisin russe faisait du chantage à la fourniture de gaz naturel. Les aspirations à vivre mieux et à vivre libre furent détournées, tant en 2004 qu'en 2013, par des groupes capitalistes liés aux États allemand et russe.

Début 2014, l'Union européenne et les États-Unis couvrirent la participation de partis fascistes au nouveau gouvernement ukrainien. Misant sur l'absence d'armée de l'UE et sur les échecs de l'armée américaine en Irak et en Afghanistan, l'armée russe occupait déjà une partie de la Moldavie et de la Géorgie, après avoir maintenu la Tchétchénie dans son territoire par la plus grande violence en 1994-96 et en 1999-2000. L'État russe incorpora en avril 2014 la Crimée à la Russie, malgré l'hostilité d'une minorité ukrainienne et d'une minorité tatare ; une guerre civile larvée continue en Ukraine entre groupes capitalistes liés aux pays voisins. La CIA conseille le gouvernement de Kiev qui couvre

des 'massacres comme à Odessa. Les troupes de choc de l'armée russe, masquées, entrent sur le territoire ukrainien. Après avoir occupé la Crimée en mars, les « forces spéciales » ont aidé les milices pro-russes, qui comportent aussi des éléments fascistes, à prendre le contrôle de plusieurs villes de l'est de l'Ukraine où les opposants sont parfois liquidés physiquement. Le 25 novembre 2018, la marine russe arraisonne 3 navires ukrainiens dans le détroit entre la mer Noire et la mer d'Azov, accusés d'être entrés dans les eaux territoriales sans autorisation.

II. Entre les États-Unis et la Chine

L'offensive économique déclenchée par l'État américain avive les tensions entre toutes les puissances. Elle vise non seulement la Chine, mais aussi de nombreux pays dans le monde et également l'Europe qui se trouve prise en étau entre l'agressivité américaine et la montée en puissance de la Chine. Les États-Unis menacent en effet l'Union européenne de taxes multiples sur ses exportations, aussi bien sur l'acier que les automobiles ou l'aéronautique. Parallèlement, les entreprises et banques européennes ont été sommées de cesser toutes transactions avec l'Iran, sous peines de sanctions et d'exclusion du marché américain. Et la pression de l'État américain s'exerce encore de multiples façons, par exemple dans la menace directe de sanctions à l'encontre des entreprises européennes impliquées dans la construction du doublement du gazoduc entre la Russie et l'Allemagne.

De surcroît, la pression américaine sur la Chine y précipite un ralentissement de la croissance qui entraîne en conséquence un ralentissement des exportations européennes en Chine, notamment allemandes. De son côté, l'État chinois multiplie les initiatives pour renforcer ses positions dans les pays européens. Les grandes entreprises chinoises multiplient leurs investissements directs en rachetant tout ou partie d'entreprises ou d'infrastructures en Europe : le port du Pirée en Grèce, le fabricant de robots industriels Kuka en Allemagne, le fabricant de pneumatiques Pirelli en Italie, l'aéroport de Toulouse en France, le premier opérateur de terminaux portuaires en Espagne Noatum, la compagnie minière Rio Tinto en Grande-Bretagne, la société de pesticides et de graines Sygenta en Suisse... La Chine privilégie les accords bilatéraux avec des investissements considérables à la clé et des prêts, aussi bien dans le cadre des « nouvelles routes de la Soie » que dans les rencontres « 16 + 1 » qu'elle a initiées avec les pays de l'Est de l'Europe dont 11 sont membres de l'Union européenne. Ainsi, des accords d'investissements chinois sont passés directement non seulement avec l'Italie, mais aussi avec la Pologne, la Tchéquie, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie...

III. L'impasse du Brexit

En Grande-Bretagne, un conglomérat de partis ou de fractions de partis représentant les intérêts de la partie des capitalistes britanniques plus liés au reste du monde qu'à l'Europe, plus subordonnés aux États-Unis ou bien victime de la concurrence européenne a poussé, au Brexit. Il l'a emporté au référendum de 2016. La campagne des partisans de la sortie a battu tous les records du chauvinisme et de la démagogie en faisant croire aux Britanniques qu'en se débarrassant des étrangers, européens ou non, et des règles de l'Union européenne, ils retrouveraient la prospérité et la grandeur passée de l'ancien empire britannique. Mais trois ans ont passé et à mesure qu'approche l'échéance, le chaos n'a fait qu'amplifier. Incapable de sortir, avec ou sans accord, ou de rester, la classe capitaliste britannique s'avance consciemment vers la catastrophe. Tout indique que la sortie de l'Union européenne entraînera une baisse significative des échanges et de la production. Déjà, des entreprises ferment ou se délocalisent dans d'autres pays européens pour conserver les avantages du marché européen.

Les États-Unis se réjouissent du Brexit car ils imposeront leurs conditions au Royaume-Uni dans des négociations bilatérales. Au bout du compte, ce seront les travailleurs et les jeunes qui subiront les

conséquences de la rupture. Paralysé, réduit à quémander délai sur délai pour gagner du temps, le gouvernement du Parti conservateur semble incapable d'organiser la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Le Parti travailliste reste ambigu, personne ne connaît sa position sur le Brexit. Pour cette raison, les partis fascisants UKIP et Brexit Party ont le vent en poupe. Pour les autres pays européens, le retrait de la Grande-Bretagne signifie avant tout une réduction des échanges intracommunautaires avec des conséquences inégales et plus ou moins dommageables. Et pour l'Union européenne toute entière, c'est une fragilisation considérable quand un pays de l'importance du Royaume-Uni rompt les amarres.

IV. Les illusions du renforcement de l'Union européenne

Dans cette situation difficile, la plupart des représentants des capitalistes de toute l'Europe expliquent à ceux et celles qu'ils exploitent que leur salut réside dans le renforcement de l'Union européenne. La renforcer en ferait enfin une puissance économique apte à rivaliser avec les États-Unis et la Chine, à même de discuter d'égal à égal dans les négociations internationales. La renforcer en ferait un continent entier où l'environnement serait préservé qui pèserait d'autant plus pour imposer des normes écologiques internationales. La renforcer permettrait la croissance, les avancées sociales, la coopération entre les peuples européens et le maintien de la paix. Toutes ces affirmations sont aussi illusoires que mensongères. Avec les tensions commerciales mondiales et le ralentissement de la croissance, les intérêts des capitalistes européens sont de plus en plus divergents et c'est à grand peine qu'elles tentent d'afficher encore le visage de l'unité. Les États allemand et français, qui sont les plus puissants, respectivement 20 % et 14 % du PIB de l'Union, tentent d'avancer ensemble face à la Chine, mais s'opposent sur la position que l'Union européenne doit défendre face au Brexit, sur la position que l'UE doit défendre dans les négociations avec les États-Unis, sur les livraisons d'armes de la France à l'Arabie Saoudite et aux Émirats Arabes Unis dans la guerre qu'ils mènent au Yémen.

L'Union européenne est de plus écartelée par des alliances divergentes comme le « groupe de Visegrad » regroupant la Pologne, la Hongrie, la Tchéquie et la Slovaquie ou encore le « groupe des 3 mers » lancé à l'initiative de la Pologne et rassemblant 12 pays d'Europe centrale entre la Baltique, la Méditerranée et la mer Noire. Les États-Unis utilisent les adhésions à l'Otan des pays de l'Est, comme l'Albanie, la Croatie, le Monténégro ou les demandes d'adhésions de la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, la République de Macédoine du Nord et l'Ukraine pour avancer leurs propres intérêts. Ce n'est pas le mouvement vers l'intégration qui prédomine aujourd'hui en Europe mais les forces centrifuges. Aujourd'hui, devant les menaces par les États-Unis de taxation des exportations européennes aux États-Unis d'acier, d'automobiles, d'aéronautique... devant l'offensive économique de la Chine, la plupart des dirigeants européens jugent indispensable que l'Union européenne renforce à ses frontières les règles protectionnistes pour la protéger de la concurrence, évidemment jugée déloyale. Cela ne fera qu'amplifier la guerre économique, entraîner la réduction des échanges et accélérer la crise économique. Le protectionnisme précipite toujours la dépression économique et débouche sur la guerre.

Le réchauffement climatique, la pollution des océans, des nappes phréatiques, la destruction des espèces animales et végétales s'accroissent partout dans le monde. Certains courants écologistes culpabilisent les individus en prônant les vertus d'un comportement « écoresponsable » dans leur consommation. De nombreux dirigeants européens affichent volontiers leur sensibilité écologique. Mais la consommation des travailleurs a peu de choses en commun avec les terrains de golf, les jets privés et les yachts... des capitalistes. La cause principale de ces dangers mortels pour l'humanité n'est pas à chercher ailleurs que dans la domination du capitalisme sur toute la planète. Production, échange, répartition, consommation, crédit, tout est déterminé par les règles du profit des capitalistes, sans souci aucun de l'environnement, sauf quand certaines mesures de protection de

l'environnement deviennent elles-mêmes une source de profit, ce qui les tourne alors en leur contraire.

L'Union européenne des États capitalistes n'échappe pas à cette logique. Après les falsifications des constructeurs automobiles sur les normes de pollution des moteurs diesel, sur la consommation réelle des moteurs à essence, les principaux groupes automobiles européens ne jurent à présent que par la voiture électrique. Mais comment sera produite l'énergie électrique nécessaire à son fonctionnement, comment seront maîtrisés les coûts et les dommages environnementaux, en Europe et dans le monde, occasionnés par la fabrication des batteries et leur déconstruction en fin de vie ? Ajoutons également l'utilisation des pesticides à grande échelle, le développement anarchique des villes avec leur cortège de nuisances dont souffrent les populations les plus pauvres. Malgré toutes les professions de foi, la nature capitaliste de l'Union européenne ne peut être ni devenir un moteur dans la lutte contre la destruction de la planète. L'Union européenne n'a pas protégé les travailleurs et les jeunes de la crise mondiale de 2008-2009, de la crise européenne de la dette de 2010-2012 et de leurs conséquences. Les grands groupes industriels, les banques ont certes été préservés de la faillite à coups de milliards d'euros, mais les travailleurs et les jeunes en ont fait les frais, en particulier en Grèce, en Espagne et au Portugal. Depuis, chaque pays européen a accentué les pressions sur son propre salariat pour maintenir ou augmenter le taux de profit par la baisse des salaires, l'allongement du temps de travail, l'intensification du travail, la baisse des pensions de retraite, les facilités de licenciement, la restriction des accès à la santé, à la formation...

V. Le mythe de la Commission européenne au-dessus des États nationaux

Aucun gouvernement ne néglige d'attribuer à l'Union européenne la responsabilité des mesures impopulaires qu'il prend. C'est particulièrement le cas du Parti conservateur britannique, de la Ligue italienne. Les partis fascistes et les partis fascistes, mais aussi une partie des partis issus du mouvement ouvrier, dénoncent une « Europe » toute puissante qui dicterait leur conduite aux États nationaux dépouillés de leur souveraineté. C'est faux. Le Parlement européen n'a pas de réels pouvoirs, puisque les décisions de l'Union européenne sont prises par le « Conseil européen » (et dans une moindre mesure le « Conseil des ministres »), c'est-à-dire par accord entre les 27 pouvoirs exécutifs nationaux. Elles sont appliquées par la « Commission européenne » dont les commissaires sont nommés par les gouvernements nationaux. De même, le président et les gouverneurs de la Banque centrale européenne sont nommés par les 19 gouvernements de la zone euro.

L'Union européenne repose sur des compromis entre les États qui la composent et en particulier sur des tractations entre les plus puissants (Allemagne, France, Italie et, tout un temps, Royaume-Uni). Les « sommets franco-allemands » ne figurent pas dans les traités communautaires, mais ils préparent, depuis 1957, les réunions du Conseil européen, en ignorant la Commission et le Parlement. Ainsi, aucune décision importante de l'UE n'a été prise sans l'accord des pouvoirs exécutifs allemand et français : création du marché commun en 1957, adoption d'une politique agricole commune en 1962, élargissement en 1973, adoption de parités fixes entre les monnaies en 1979, décision d'une monnaie unique en 1992, lancement de l'euro en 1999, élargissement en 2004, adoption de nouvelles règles de fonctionnement en 2009, aide à la Grèce en 2010, conditions fixées pour le Brexit en 2018...

Le budget de l'Union européenne prouve qu'elle est loin de constituer un État. Elle n'a pas le droit de lever elle-même des impôts, et elle est financée pour l'essentiel par des contributions des États membres. Ensuite, ses ressources s'élèvent seulement à 1 % du PIB de la zone et tout déficit est interdit par les traités. L'Union européenne n'a guère de politique internationale commune et ne dispose d'aucun moyen militaire pour l'appliquer. L'intervention américaine, britannique, italienne, espagnole en 2003 en Irak s'est faite contre l'avis de la Russie, de l'Allemagne et de la France. L'intervention américaine, française, britannique, italienne et espagnole en 2011 en Libye a eu lieu malgré le gouvernement allemand. Les interventions françaises en 2013 au Mali et en Centrafrique,

puis l'opération Barkhane ont été décidées sans consulter l'UE ni les autres gouvernements. Aujourd'hui en Libye, de nouveaux affrontements opposent deux courants dont l'une est soutenue par l'Italie et l'autre par la France.

Derrière une apparence démocratique, l'Union européenne recouvre une hiérarchie d'États, avec à sa tête une poignée de grands pays, à sa périphérie des pays dominés qui attirent la convoitise d'autres pays dominants, États-Unis, Chine, Russie... et entre les deux des puissances de taille réduite. Lors de la crise capitaliste mondiale de 2008-2009, chaque État a financé abondamment, sans aucun respect du « libéralisme » ni des règles de déficit public et de dette publique de l'UE, ses groupes financiers et ses entreprises automobiles. Aucune sanction n'a jamais été prise par la Commission européenne pour manquement aux limites budgétaires fixées par les traités (déficit public inférieur à 3 % du PIB, dette publique inférieure à 60 %, déficit « structurel » inférieur à 0,5 % du PIB).

VI. Des gouvernements répressifs contre les migrants

En Europe, les principaux pays (Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Espagne...) se rendent coupables de profiter des pays dominés de leur continent et du monde entier. Bénéficiant de cette exploitation, leurs gouvernements orchestrent par mille moyens sociaux, politiques, médiatiques la division (chômage, sexe, race, origine, âge, statut légal, orientation sexuelle, conditions de travail...). Pour maintenir cette domination dans leurs propres pays, les États interdisent aussi l'ouverture des frontières dont ont besoin des millions d'êtres humains. Précisons que passer ces frontières ne posent aucun problème si les exilés sont millionnaires. À partir de 2014, l'Union européenne a vu des centaines de milliers de migrants demander de l'aide et l'accueil chaque année, les pays méditerranéens constituant le point d'entrée en Europe. Dans tous les cas, l'accueil fut soumis à des conditions drastiques, de surveillance désagréable et très peu ont profité d'un véritable asile ou d'un droit de séjour. Sur 1 240 000 demandes d'asile dans l'UE en 2017, seulement 538 000 ont été acceptées dans des conditions misérables, soit un « taux de protection » de l'ordre de 45 %.

Si l'Allemagne, en pénurie de main-d'œuvre, a choisi temporairement d'accueillir une partie des migrants (890 000 en 2015), tous les autres pays ont restreint ou interdit les flux et pratiqué une répression accrue : suspension de l'accord de Schengen, contrôle aux frontières, limitation du nombre de migrants accueillis, refus d'accorder l'asile après des mois d'attente dans la pauvreté, détention, démantèlement de camps construits par les exilés, reconduite à la frontière européenne du pays où ils sont entrés dans l'UE (règle de la procédure Dublin)... Fin 2015, le gouvernement Merkel fait marche arrière et se résout à arrêter les migrations en dehors des frontières de l'UE et de l'espace policier qui en dépend (Schengen). Un accord est imposé en mars 2016 à la Turquie et à la Grèce, tous deux soumis aux règles de l'Allemagne, qui sont les gouvernements dominants de l'UE. En échange de quelques milliards, le gouvernement Erdoğan doit garder dans des camps des millions de réfugiés du Machrek. La Grèce est invitée à trier les migrants sur des îles et les renvoyer en masse vers la Turquie. Fin 2018, plus de 60 000 d'entre eux sont encore bloqués dans des camps aux conditions sanitaires désastreuses. Des centaines de milliers ont été expulsés par l'accord voulu par les gouvernements allemand, français, britannique, italien...

L'autre chemin de migration passe par la Libye. Les nouveaux dirigeants de ce pays se soumettent aux ordres des grandes capitales européennes, Paris et Rome en tête. Depuis que la route par la Grèce et la Libye s'est refermée, l'UE aide le Maroc à « équiper ses garde-côtes » avec 148 millions d'euros versés en 2018 destinés à lutter contre les passeurs. En 2018, ce sont près de 100 000 migrants qui ont été arrêtés au Maroc, puis expulsés vers leur pays ou enfermés dans des camps. En Espagne, les partis PP et Ciudadanos font un front commun avec le nouveau parti fascisant Vox qui veut renvoyer tous les réfugiés. En France, les partis LR, RN, DF aiguillonnent le gouvernement Macron qui veut instaurer des « quotas annuels » d'accueil de réfugiés et qui a adopté en septembre 2018 une loi « Asile et immigration » plus restrictive contre les immigrés. En Allemagne, l'AfD

fascisante et islamophobe pousse la CDU-CSU à évoquer la peur de l'étranger. En Italie, le gouvernement nationaliste Ligue du Nord-Mouvement 5 étoiles démantèle les aides d'État aux migrants et autorise ses garde-côtes à les repousser vers la Libye. Le récent décret-loi de Salvini a supprimé les permis de séjour humanitaires octroyés à 25 % des demandeurs d'asile pour deux ans.

Les bateaux d'ONG rencontrent de plus en plus de difficultés à sauver les migrants en Méditerranée. Le bateau *L'Aquarius 2* de l'ONG française SOS Méditerranée a été bloqué par le gouvernement Macron qui a refusé de l'enregistrer sous pavillon français. En janvier 2019, les bateaux d'ONG allemandes *Sea Watch 3* et *Sea Eye* ont été contraints de rester dans les eaux internationales avec des migrants naufragés car aucun pays de l'UE n'était d'accord pour les faire accoster. Près de 17 000 migrants sont morts noyés selon l'ONU depuis 2014 dont plus de 1 800 en 2018. Ce sont des milliers d'autres qui meurent chaque année, tués par la police, de faim et de soif, dans des camps de réfugiés organisés dans l'illégalité, ou dans le désert quand les polices marocaine, libyenne, algérienne les abandonnent à plusieurs kilomètres de leurs frontières.

VII. La résistible montée du racisme et du fascisme

Dans chaque pays membre, une partie de la classe capitaliste n'a pas su faire face à l'ouverture des frontières et à la compétition des autres firmes européennes. La montée irrésistible de l'Allemagne, depuis son absorption de la RDA en 1990 et l'ouverture de l'Europe centrale à ses marchandises et à ses capitaux inquiète les autres pays de l'UE. La crise capitaliste mondiale de 2008-2009 a creusé l'écart entre l'Allemagne et son rival français. Une fraction importante de l'Allemagne, des Pays-Bas, du Danemark, de la Finlande... est réticente à aider les pays du Sud. Les partis racistes et fascistes se servent des étrangers comme de boucs émissaires. Les gouvernements les plus « démocratiques » chassent les travailleurs immigrés et même les Roms qui sont pourtant citoyens de pays membres. Le chômage de masse, conjugué à l'impuissance des organisations pouvant soutenir ces populations, alimentent la montée des partis xénophobes qui vont jusqu'au néonazisme. En l'espace de 10 ans, de 2008 à 2018, la progression de ces organisations en Europe est spectaculaire. Des groupes et partis fascistes attaquent déjà les militants ouvriers, les minorités nationales et les étrangers avec la complicité de la police en Grèce, Allemagne, en Hongrie, en France... En Autriche, en Finlande, des partis fascistes participent aux gouvernements. En Italie, la Ligue alliée au mouvement populiste M5S dirige le gouvernement. En Hongrie et en Pologne, les partis aux gouvernements font concurrence aux partis fascistes dans la xénophobie et le nationalisme. Aux Pays-Bas les partis islamophobes se maintiennent à un niveau électoral élevé. En Espagne, le parti fasciste Vox gagne du terrain. En Grande-Bretagne, le nouveau Brexit Party violemment xénophobe fondé par l'ancien dirigeant de l'UKIP, Farage, se nourrit de l'impasse du gouvernement et des ambiguïtés du Parti travailliste...

Conclusion

Cent ans après la première guerre mondiale, pour empêcher l'Europe de connaître à nouveau dans le nationalisme et la guerre, pour ouvrir un avenir progressiste, il faut une unité des populations travailleuses. Ainsi, les ouvriers, les employés, les techniciens, etc. pourront s'unir et rallier les chômeurs, les couches semi-exploitées (travailleurs indépendants, encadrement), les jeunes en formation pour renverser la domination d'une minorité, collaborer avec les autres gouvernements ouvriers issus des pays qui constituaient l'UE et les autres (y compris la Turquie que l'UE rejette).

Cela impliquerait un alignement du droit sur les règles les plus avantageuses de toute l'Europe, l'abrogation de toute législation limitant les droits démocratiques, l'extension de la liberté d'expression, de réunion, d'organisation, de grève et de manifestation dans tous les pays, le respect des minorités nationales, la libération de tous les prisonniers politiques kurdes, tatars, basques... la

levée de toutes les poursuites judiciaires contre les militants catalans, la libre circulation dans de tous les pays en Europe, l'ouverture des frontières avec droit d'installation et de circulation.